



Vous avez pu vous en rendre compte : l'eau fait partie de mes priorités en ce moment ! Le fait qu'elle soit gérée très majoritairement par le secteur privé en France, contrairement à ce qui passe dans le monde, me révolte. Que ça se produise pour des chaussures ou des voitures, d'accord. Mais pour un bien commun nécessaire à la vie, ça me dépasse. D'autant que ce marché est loin d'être soumis à une réelle concurrence : preuve en est le nouveau contrat de délégation que le SEDIF est en train de passer avec Veolia. Je vous propose lecture de mon communiqué de presse à ce sujet en tant que secrétaire national de mon parti.

*Il n'y aura pas de surprises. Ce qui était écrit va se réaliser : Veolia va continuer d'être le prestataire privé du Syndicat des Eaux d'Ile de France, comme c'est le cas depuis la création du SEDIF en 1923 ! Les concurrents ont beau protester contre les délais qui leur ont été octroyés pour déposer un dossier, ils savent que les dés étaient pipés. Ils le savent d'autant plus que la concurrence dans le secteur de la distribution de l'eau potable n'est pas de mise : ils se partagent le territoire français depuis des décennies. Cela leur permet de maintenir des prix élevés, et ainsi de préserver d'importantes marges. En moyenne, l'eau est de 27% plus chère dans le privé que dans le public.*

*Nous ne sommes pas plus surpris que d'autres sur ce scénario écrit de longue date en avance. C'est pourquoi, en charge d'une communauté d'agglomération, j'ai pris mes dispositions : le transfert de la compétence eau des communes vers l'agglomération a d'ores et déjà permis de se retirer du SEDIF. Pour pratiquer des tarifs inférieurs, pour avoir une réelle approche sociale et écologique de la ressource en eau, nous proposons de créer une régie publique. Les habitants des communes membres de cette Communauté d'Agglomération sont appelés à s'exprimer sur ce choix du 12 au 19 juin.*

*C'est une première étape. D'autres contrats de délégation de grandes villes vont arriver à échéance. Parce que l'eau n'a pas le même coût pour les usagers selon le mode d'approvisionnement en eau, le Parti de Gauche prône la mise en place d'un grand service public de l'eau national. C'est le seul moyen pour avoir, à l'avenir, un tarif unique de l'eau potable, que chaque français ait accès à une tarification solidaire qu'il y ait une réelle stratégie d'ampleur sur une politique écologique de l'eau et que puisse s'envisager une gratuité d'accès à l'eau indispensable à la Vie humaine. (3 litres par jour et par personne )*